
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CLIV.

Du Mardi 8 Décembre 1789.

Séance de Samedi soir.

TANDIS que la philosophie & l'humanité applaudissent au décret qui a suspendu l'émission des vœux religieux, des êtres intéressans dans le cœur desquels la nature a placé un plus grand amour de la liberté, s'obstinent à en faire le sacrifice contre le vœu de la loi ; est-ce à l'effet de la séduction du cloître ou à une vocation impérieuse, que deux novices du monastère des bénédictines de Ramberville en Lorraine desirent d'obéir ? c'est ce qu'on ignore ; ce qu'il y a de certain, c'est que les religieuses de ce monastère ont envoyé une adresse à l'assemblée pour demander la permission d'admettre à la profession deux novices qui *sont dans l'attente*. Ces religieuses en demandant que l'assemblée leur conserve un état plus cher que la vie, offrent de donner à la nation tout ce qui ne fera pas de stricte nécessité. Mais qu'a-t-on besoin de vœux indissolubles, quand on réunit tant de vertus ? les deux novices béniront un jour l'assemblée d'avoir conservé leur liberté.

Le peuple des hautes & basses Cévennes ont pris une délibération pour se confédérer contre les perturbateurs du repos public & contre ceux qui refuseroient de payer les impôts, ou qui chercheroient à soulever le peuple par des propos séditieux. Ces habitans, dont le plus grand nombre est protestant, demandent la liberté du culte public.

Tome V.

D

Les montagnes furent toujours l'asyle de la liberté ; & personne n'ignore combien de malheurs celle des consciences a causés dans les Cévènes. C'est à la législation & à la liberté de perfectionner l'ouvrage de la philosophie & de la raison sur la tolérance religieuse.

Depuis que l'odieux régime féodal est aboli, il semble qu'il ne devrait plus exister des monumens publics de ses tyranniques usurpations & de sa puissance justicière, & que les peuples auroient pu les renverser. La ville Duffon en Auvergne a envoyé une adresse pour demander la destruction des *poteaux à carcan*, établis par l'autorité féodale.

Les habitans de la ville de Nay en Béarn, prouvent par leur exemple que le patriotisme devrait réunir tous les cœurs vers l'objet de la constitution. Ces habitans, quoique *divisés en deux parties*, déclarent qu'ils se réunissent pour adhérer aux décrets de l'assemblée nationale.

On reçoit tous les jours des plaintes des communautés & des villes qui ne reçoivent directement aucun des décrets de l'assemblée, ce qui entraîne de grands inconvéniens pour la chose publique ; tels sont les motifs d'une adresse de la commune & des officiers municipaux de la ville de Montpellier.

La municipalité de Metz adhérant avec reconnaissance aux décrets, réclame instamment que l'imposition des ci-devant privilégiés pour les six derniers mois, soit faite dans les lieux où leurs biens sont situés, & non dans celui de leur résidence.

Les habitans de Gand & de Bisanot, en Béarn, adhèrent à l'abandon des privilèges, & ceux d'Arlique Louve se plaignent des magistrats.

Saint-Claren Lomagne déclare infâmes & traîtres à la patrie, ceux qui cherchent à troubler l'union intime qui règne entre le roi & les citoyens françois.

Les Bénédictins de l'abbaye de Saint-Pé, en Bigorre, consentent à l'abandon des biens de la congrégation de Saint-Maur, sous les conditions avantageuses que cette congrégation a déjà mises aux actes de cette nature.

Les religieux de Saint-Sever de Rintan, ont suivi cet exemple, en recommandant à l'assemblée, un vieillard accablé d'infirmités, lié à cette maison par un contrat civil.

Cet acte de justice & d'humanité doit être sans doute respecté, & ces religieux devroient aussi, à leur tour, respecter les propriétés nationales, en ne faisant pas des coupes dans les bois, & en ne vendant pas d'avance toutes leurs denrées.

La ville de Vienne, en Dauphiné, demande que l'assemblée prenne des moyens pour faire rentrer dans le royaume les émigrans; cette question qui tient à la liberté, qui appartient autant au droit naturel qu'à la politique, doit être traitée avec beaucoup de sagesse, & M. Bouche a déjà publié une motion relative à cet objet.

La communauté d'Hécourt en Barrois, ainsi que celle de Laguier en Bugey, offrent la contribution patriotique. La première annonce mille écus sur les deniers provenant de la coupe de ses bois communaux, qui sont dans la caisse du receveur des bois de la province, & de fournir gratuitement, chaque année, le service en bois présenté à sa majesté le jeudi saint, pour le repas de la cène.

On a lu une adresse de la ville de Langres, qui, ayant perdu les trois quarts de ses octrois, demande qu'il lui soit permis de se servir du produit de ses bois, pour pourvoir aux besoins de ses habitans.

M. de Foucaud a fait un rapport du comité des recherches.

Il a fait lecture d'un procès-verbal dressé par le comité d'Angoulême contre l'abbé de Blignieres, arrêté & interrogé par ce comité; & contre le sieur marquis de Barrodin.

Il paroïsoit, d'après ce procès-verbal, qu'au mois d'octobre dernier, M. de Sennemont, abbé de la Bligniere, fut dénoncé au commandant de la garde nationale d'Angoulême, par le comité de Blanzac, comme porteur de lettres suspectes. L'abbé, arrêté en conséquence d'après les ordres du commandant, fut trouvé porteur de quatorze lettres,

la plupart indifférentes & decachetées, sauf la dernière ; adressée par M. Barrodin, chef d'escadre, à M. de Saint-Simon, membre de l'assemblée nationale.

Cette lettre, écrite avec tout l'abandon de l'amitié, contient, comme on le conçoit, des détails sur les affaires du temps.

M. de Barrodin, après avoir parlé de la translation du roi à Paris, s'est permis quelques réflexions, que l'auteur a lui-même reconnues très-indiscrettes, dans un interrogatoire qu'il a subi devant le comité d'Angoulême. Ce chef d'escadre, empruntant le langage d'un naturaliste, dit, entre autres choses, « que le Crater du Volcan étoit dans l'assemblée ; qu'il se réjouit de la fuite du duc d'or. . . . , & qu'il ne reste plus à souhaiter que la chute de Mirabeau. »

Le marin a répondu dans le cours de l'interrogation, qu'il défavoit ces propos échappés à une sensibilité profonde ; qu'il avoit pour le prince la plus grande vénération ; qu'il étoit bien persuadé que le roi ne pouvoit être mieux qu'au milieu de ses sujets. Ses aveux ont été couronnés par le serment qu'a fait M. de Barraudin, à la nation, à la loi & au roi.

D'autres lettres écrites par M. de Saint-Simon à sa femme, avoient été saisies sans être ouvertes. Le comité d'Angoulême n'avoit pas trouvé de raison de prolonger la détention de l'abbé de la Blignière ; mais les menaces d'une insurrection du côté de Blanzac, ont déterminé l'abbé & le chef d'escadre à se réfugier à Angoulême. Le peuple & le comité réclamoient la sûreté légale de ces deux particuliers ; c'est d'après ce rapport, que M. de Foucaud a proposé au nom du comité, un projet de décret.

M. de Saint-Simon a parlé le premier ; il vouloit se justifier, disant qu'on l'avoit inculpé. « Oui, Messieurs, a-t-il dit, j'ai écrit à mes frères les événemens des 5 & 6 octobre, j'ai versé ma douleur dans le sein de leur amitié ; mais peut-on douter de mon amour pour la liberté ? J'ai été long-temps à la tête d'un détachement de trois mille

hommes , contre le lord Cornwallis qui en avoit vingt mille , & je crois avoir bien mérité de la patrie en défendant les Américains. Les lettres que j'ai écrites , & celles qui m'étoient destinées , ne font point l'ouvrage de mauvais citoyens. Le comité devoit respecter le secret des lettres , comme il est chargé de le faire maintenir ; cependant j'ai appris que ma lettre avoit été décachetée , quoique sous le contrefeign de l'assemblée nationale ; je voudrois que l'assemblée rémoignât aux deux comités son étonnement sur leur conduite ; je pourrois demander contre le comité des condamnations plus sévères , cependant j'adopte entièrement l'avis du comité des recherches ».

» Je suis indigné , s'est écrié M. de Beaumés , à la vue de la conduite du comité d'Angoulême. Il est affreux de voir les chefs de la cité , & les gardiens des loix , remplir les viles fonctions de ministres du despotisme ; il faut employer contre ces agens subalternes , la maxime de la responsabilité. Il n'est pas un seul ami de la liberté qui ose défendre un procédé aussi illégal. A la lecture des pièces , j'ai cru que c'étoit un registre de l'inquisition ou un livre de la bastille. Je conclus à ce que le commandant de la garde nationale , & tous ceux qui ont participé à cette violation de la liberté , soient déclarés incapables de posséder aucuns emplois publics pendant vingt ans. D'autres membres ont remarqué qu'il falloit distinguer la conduite du comité de Blanzac , moins répréhensible que celle du comité d'Angoulême ; que l'assemblée ne pouvoit porter de jugement , ce qui n'appartient qu'au pouvoir exécutif ; qu'on devoit considérer les circonstances actuelles ; que le peuple , se croyant pas ses alarmes terminées , est encore agité de soupçons ; & que celui d'Angoulême s'étant attroupé , le comité n'avoit pu se dispenser de faire arrêter le sieur abbé de Blignièrès , & d'instruire la procédure en public ; que dans ces mouvemens , qui ne sont point dans l'ordre accoutumé des choses , il n'est pas étonnant qu'on soit forcé de sortir des règles ordinaires de la justice ».

D 2

M. le Chapelier a ouvert un avis plus modéré que celui de M. de Beaumés. Il a observé que le comité d'Angoulême avoit été entraîné par la présence du peuple, à faire une procédure excusée par les circonstances; que le secret de la poste pouvoit être quelquefois violé pour le salut du peuple, qui est la loi suprême; que le comité d'Angoulême n'avoit pas brisé le cachet; qu'il falloit en pareille circonstance, comme on l'avoit fait pour le comité de Mâcon, prononcer qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

M. de Casalès, en blâmant les conclusions de celui qui avoit opiné à ce que le commandant de la milice nationale d'Angoulême fût déclaré incapable de remplir aucune fonction publique, a demandé qu'on joignît à l'arrêté proposé par le comité des recherches, cette réserve: que l'assemblée conserve le droit à chaque citoyen offensé, de se pourvoir devant qui de droit.

Cette réserve est inutile, a dit un autre membre, puisque ce droit existe pour tout particulier, indépendamment des décrets de l'assemblée. Il a été proposé une foule d'amendemens que la question préalable a écartés, & l'assemblée, en adoptant le projet du comité des recherches, a rendu le décret suivant:

» L'assemblée nationale, après avoir entendu la lecture du procès-verbal dressé par le comité d'Angoulême contre les sieurs abbé de Blignières & marquis de Baraudin, & des lettres y transcrites, déclare que les sieurs de Blignières & de Baraudin sont comme tous les citoyens, sous la sauve-garde de la loi

» Que n'étant accusés d'aucun délit, ils n'auroient pas dû être arrêtés, ni le secret de leur correspondance violé.

» Que le paquet de lettres portant pour la souscription: Correspondance du vicomte de Saint-Simon avec sa femme, déposé au greffe de l'hôtel-de-ville d'Angoulême, n'a pas dû y être retenu, & qu'il doit être rendu sous le sceau qui y est apposé, & renvoyé au pouvoir exécutif pour l'exécution du présent décret.

» Déclare au surplus que, conformément aux principes

adoptés par l'assemblée, le secret des lettres doit être constamment respecté.

Le dépouillement des scrutins a donné la présidence à M. Fréteau, & le secrétariat à MM. le baron de Menou, Chasset & Charles de Lameth.

Les commissaires chargés de conférer avec le premier ministre des finances & les administrateurs de la caisse d'escompte sur les divers plans proposés sur la banque nationale, & l'état urgent des finances, sont MM. le Coureux de Cautela, Anson, Dupont, la Borde de Merville, Dailli, de Casales, l'abbé Mauri, de Montesquieu, l'évêque d'Aurun & le baron d'Allardes.

Le Trésorier des dons patriotiques a demandé d'être autorisé à remettre au vieillard de Franche-Comté la somme que la bienfaisance des membres de l'assemblée lui avoit destinée.

Séance d'hier.

M. l'archevêque d'Aix a cédé sa place à M. Fréteau, qui, dans son discours, s'est beaucoup étendu sur la malheureuse affaire survenue à Toulon, & la nécessité pressante de terminer le travail des municipalités & des départemens. C'est en effet le seul moyen de faire cesser la crainte de l'anarchie, de faire avorter les espérances coupables des ennemis du bien public, & de terminer enfin une constitution dont il faut laisser la perfection à nos successeurs.

On a lu la lettre que l'assemblée écrit à la société de la révolution de l'Angleterre; on a désiré qu'il y fût faite mention du desir de voir éteindre les haines nationales, & deux grands peuples concourir au bonheur de l'Europe. Nous ferons connoître cette lettre, lorsqu'elle aura été entièrement rédigée.

L'affaire de Toulouse a été mise la première à l'ordre du jour, & on a repris le travail des municipalités.

L'article VII, relatif au tableau des citoyens actifs avec désignation des éligibles, & qui règle la forme du serment civique, a été discuté.

MM. Fermond, Foucaud & Dufraisse vouloient que

le serment fût prêté à chaque municipalité ; M. Long vouloit qu'on le prêtât devant des commissaires pour éviter le déplacement ; mais M. Mongin de Roquefort a éloigné ces amendemens , en observant qu'il falloit rendre cette institution aussi solennellement qu'il étoit possible.

L'article a été décrété ainsi : « Indépendamment de l'inscription civique de chaque citoyen âgé de 21 ans , il sera dressé dans chaque municipalité un tableau des citoyens actifs , avec désignation des éligibles. Ce tableau ne comprendra que les citoyens qui réuniront les conditions prescrites ; qui rapporteront l'acte de leur *inscription civique* , & qui auront prêté , à l'âge de 25 ans , publiquement à l'administration du district , entre les mains de celui qui présidera , le serment de *maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume , d'être fidèles à la nation , à la loi & au roi , & de remplir avec zèle & courage les fonctions civiles & politiques qui leur seront confiées.* »

L'article suivant a trouvé plus d'obstacles ; il étoit conçu en ces termes : « Tous les citoyens françois qui auront rempli la condition de leur réception civique & du serment patriotique , seront dispensés des autres conditions d'éligibilité , soit pour les assemblées administratives , soit pour l'assemblée nationale , si dans le premier scrutin ils réunissent les trois quarts des suffrages des électeurs. »

Après avoir lu cet article , M. Targeta observé que la condition exigée par les articles précédens , laissoit aux citoyens la liberté de prouver qu'ils payoient les 55 liv. d'imposition directe , dans quelque partie du royaume que ce fût , & qu'il suffisoit de porter l'extrait du rôle des impositions à la municipalité pour se faire inscrire sur le registre des citoyens éligibles.

On ne peut se dissimuler que cet article perfectionnoit la constitution par une exception honorable en faveur de ceux qui ont plus de mérite que de fortune , & plus de génie que d'argent ; mais toutes les opinions ne tendoient pas à ce but.

M. Lanjuinais n'apercevoit cette exception que sur le rapport des fils de famille. Il disoit qu'il falloit saisir l'occasion d'interpréter favorablement un décret qui a blessé plusieurs provinces ; il proposoit un amendement tendant à dispenser seulement de la condition d'éligibilité relative à la contribution directe , déclarée nécessaire pour être élu membre de l'assemblée nationale.

M. de Virieux a proposé la question préalable sur l'article du comité ; il l'a fondée sur les motifs qui ont fait rendre les décrets qui exigent l'âge de 25 ans , le domicile , la propriété & la contribution directe de la valeur du marc d'argent. Il craignoit qu'en adoptant l'article , on n'appellât dans les assemblées nationales ces capitalistes qui n'ont pas de patrie , & ces hommes sans propriété qui sont indifférents aux maux de leur pays. Il redoutoit l'aristocratie des riches , qui pouvoient par ce moyen influencer sur les opérations des assemblées nationales , en y achetant des suffrages & des éligibles.

M. l'abbé Grégoire s'est borné à soutenir l'amendement de M. Lanjuinais.

M. de Castellane a observé que le droit d'élire étant le seul qui reste aux représentés , il faut être très-circonspect dans les formes & les conditions qui en limitent l'usage ; le grand nombre des suffrages que l'article exige , détruit , disoit-il , les scrupules de ceux qui craindroient que l'assemblée nationale fût composée de non-propriétaires ou de jeunes-gens ; j'adopte l'article dans son entier.

M. Malès trouvoit l'article excellent dans la théorie , mais il redoutoit l'effet dans la pratique. Il a appuyé cette opinion de motifs si étrangers & si peu conformes aux droits inaliénables des hommes & aux intérêts du peuple , que l'assemblée l'a interrompu plusieurs fois. Il demandoit si les hommes de mérite faisoient une caste à part , pour que la loi dût faire en leur faveur une exception à toutes les règles : on sent bien que sa conclusion n'a pas été favorable à l'article.

M. Ménard, député du Maine, a soutenu un parti contraire avec des moyens plus convenables. L'exception portée par l'article du comité, lui paroissoit aussi conforme à l'équité qu'aux principes d'une sage politique.

» Il seroit à désirer, dit-il, que nulle distinction humiliante ne subsistât entre les citoyens ; que tous enfans de la patrie, ils eussent également droit à la servir, & que la pauvreté sur-tout ne devint à l'égard de personne un signe de réprobation. *Aristide* étoit pauvre & s'en glorifioit. Le trésor public fut obligé de doter ses filles, & de pourvoir aux frais de ses funérailles. Pour être citoyen actif, pour mériter de s'asseoir parmi les législateurs d'un empire, que faut-il, si ce n'est de grands talens & de grandes vertus ?...

Ici l'orateur abandonne les principes des anciens peuples : il trouvoit juste que les administrateurs & les législateurs fussent propriétaires, parce que les affaires publiques se rapportent presque toujours à la défense & à l'amélioration des propriétés.

Cependant il est revenu à l'exception proposée, qu'il regardoit comme nécessaire pour maintenir la liberté politique, & ne pas diviser les François en deux classes, à l'une desquelles appartiendroient exclusivement les fonctions législatives ; ce qui établiroit l'aristocratie des riches sur les pauvres, érigée en loi ; aristocratie abhorrée, car elle humilie & dégrade à leurs propres yeux ceux qui ne sauroient y participer.

M. de Ménard ne voyoit aucun inconvénient dans l'exception proposée ; elle ne peut ni favoriser l'intrigue, ni ouvrir la voie à la corruption. Comment corrompre à la fois les trois quarts des électeurs ; comment intriguer, quand les voix se donnent au scrutin ? » Il sera aussi utile que beau, s'écria-t-il, de voir la vertu recherchée dans l'obscurité, & les tableaux plus appréciés que les richesses ; & si l'on jouit une fois seulement, dans chaque siècle, du spectacle d'un homme obscur élevé par son seul mérite au titre de représentant de la nation, c'en sera assez pour

consoler ceux de la classe , & pour les empêcher de le croire honteusement exclus du plus beau des titres. »

M. Foucaud a fait diversion à ces principes , en réchauffant la question préalable proposée par M. de Virieux. Il a cité, ce qu'il appelle son *malheureux cahier*, qui porte qu'il ne sera appelé *aux états-généraux* que des hommes qui puissent répondre de la dette publique & du paiement des impôts. C'est sur les grandes vues d'un cahier, rédigé en mars ou avril 1789, qu'il croyoit qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

Mais M. Rœderer a combattu cette opinion avec cette énergie & le courage qu'inspirent la défense des droits naturels & l'amour du peuple. « Il me semble, disoit-il, que dans une grande assemblée d'hommes on ne devoit pas avoir autant de défiance pour les hommes. On craint que les représentans aient moins de 25 ans, mais l'article précédent les exige, en portant à cet âge l'époque où le jeune citoyen peut prêter le serment patriotique.

» Je ne vois pas même pourquoi la jeunesse pourroit tant effrayer. Elle a été si utile dans cette assemblée ; & c'est l'âge où l'on a un grand avantage sur les autres hommes, celui d'avoir un cœur pur & d'ignorer ces intérêts qui corrompent les volontés des autres hommes. Le décret du *marc d'argent* n'est pas si utile, puisqu'il exclut ces hommes qui sont les instituteurs du genre-humain, & ces pasteurs qui enseignent la morale à leurs semblables. On parle sans cesse de propriétaires, mais est-ce donc un grand possesseur qui est plus attaché à sa patrie ? L'expérience ne prouve-t-elle pas qu'un artisan, qu'un homme médiocre est plus voué à son pays que les riches propriétaires qui vont vivre dans une brillante oisiveté au sein des grandes villes, & qui, en vendant leurs terres, deviennent citoyens de tous les pays ? Oseriez-vous vanter le patriotisme de ces émigrans qui, malgré leurs grandes propriétés, sont sortis de la France, quand il falloit la secourir..... Je demande que l'article soit adopté.

Après avoir rejeté tous les amendemens, on est allé aux voix sur l'article proposé : l'épreuve a été douteuse. L'appel nominal a justifié ce doute, quoique l'article ait été rejeté de dix voix seulement. = 443 pour l'article, 453 contre.

Cette exception auroit sans doute honoré la constitution françoise, & relevé le courage des hommes opprimés par le spectacle des richesses. Mais faut-il se décourager, si toutes les bonnes institutions ne sont pas adoptées par la première assemblée nationale ? Laissons à nos successeurs l'honneur de perfectionner, d'améliorer ; contentons-nous d'établir & de jeter les fondemens. Ils n'auront pas à combattre des élémens contraires ; hâtons-nous d'arriver au port, & posons au plus-tôt les bases de la paix publique, & assurons la constitution par l'établissement des municipalités & des administrations provinciales.

Le Doyen de la faculté de médecine de Paris a été reçu à la barre, pour offrir un don patriotique borné par les dépenses extraordinaires que les écoles de médecine exigent depuis son établissement. Chaque docteur a remis à la caisse nationale un louis d'or & sa coupe d'argent. De justes applaudissemens ont été la récompense de cette offre, & M. le président a témoigné au doyen des médecins combien l'assemblée avoit de satisfaction à recevoir l'offrande de si bons & de si utiles citoyens.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.